

## **RÉUNION DU COMITÉ DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE POUR AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES**

République dominicaine, 9-10 mai 2014

### **RÉSOLUTION CONCERNANT LE VENEZUELA**

Original: espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique Latine et les Caraïbes s'est réuni les 9 et 10 mai 2014 en République dominicaine, à la lumière de la crise politique, sociale et économique grave touchant le Venezuela, et des allégations préoccupantes de violation des droits de l'homme ces derniers mois.

#### **RÉSOLUTIONS**

- Exiger la libération de tous les étudiants et prisonniers politiques, le retour de ceux qui étaient exilés, et l'arrêt des persécutions politiques, afin de garantir la vie et l'intégrité de tous les citoyens.
- Conforter le dialogue entamé le 10 avril 2014 entre le gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela et les représentants du parti d'opposition Mesa de Unidad Democrática (MUD), facilité par la communauté internationale par l'intermédiaire du nonce apostolique, représentant le Vatican et Doyen du corps diplomatique accrédité dans ce pays, et les ministres des affaires étrangères de l'UNASUR, en commun accord avec les deux parties. Le Comité espère aussi que ce dialogue produira rapidement des résultats qui permettront à la situation politique, sociale et économique du Venezuela de se normaliser, sachant que depuis le 12 février, le pays endure de fortes tensions, des manifestations de protestation et des actes de violence ayant entraîné un nombre déplorable de morts, de blessés et d'emprisonnements, ainsi que d'importants dommages aux édifices publics et privés.
- Faciliter la création d'une Commission Indépendante pour la Vérité, qui aura pour mission d'enquêter sur les événements qui ont eu lieu depuis le 12 février de cette année, en coopération avec le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.
- Faciliter le désarmement des groupes armés, une mesure essentielle pour rétablir la paix.
- Soutenir le renouvellement, conformément à la Constitution, des pouvoirs publics arrivés à terme, à savoir : le Conseil Électoral National, la Cour Suprême de Justice et le Bureau du Contrôleur général de la République.

---